

Modèle de courrier de mise en œuvre du droit d'alerte par un membre du CSE

Madame/Monsieur (Identité de l'élu qui exerce son droit d'alerte)

Membre du CSE (dénomination)

..... (adresse)

Obs : il peut s'agir d'une lettre simple ou recommandée, ou encore d'une lettre remise en main propre contre décharge. Le droit d'alerte peut également être mis en œuvre lors d'une réunion plénière, en présence du président. Aucune lettre ne sera dans ce cas nécessaire puisque la demande sera consignée dans le PV.

..... (dénomination sociale)

A l'attention de (prénom)

..... (nom), (fonction)

..... (siège social/adresse)

..... (lieu), le (date)

Objet : Mise en œuvre du droit d'alerte de l'article L. 2312-59 du code du travail

..... (Madame/Monsieur),

En ma qualité de membre de la délégation du personnel du CSE, je vous informe que je mets en œuvre le droit d'alerte prévu par l'article L. 2312-59 du Code du travail.

En effet, (expliciter la situation d'atteinte aux droits des personnes, à la santé physique et mentale ou aux libertés individuelles justifiant le recours au droit d'alerte).

Je vous demande de procéder sans délai à une enquête commune afin de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation.

Compte tenu de la gravité de la situation et afin de pouvoir l'évoquer avec vous, je vous saurais gré de bien vouloir m'accorder une entrevue dans les meilleurs délais.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, (Madame/Monsieur), l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Signature